ISSN: 3105-8485 (L) / 3105-8493 (P)
https://perspectivesplurielles.net/

Perspectives PLURIELLES

Revue scientifique

ARTS, LETTRES ET LANGUES | SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

N°3 – Août 2026

TOME II – SÉRIE 2

Sciences Humaines et Sociales

Éditeur :

UFR Communication et Société

Université Alassane Ouattara

(Côte d'Ivoire)

PERSPECTIVES PLURIELLES

Tome II — Série 2
(Sciences Humaines et Sociales)
Savoirs, éducation et représentations

N°3 — Août 2026

ISSN : 3105-8485 (L) | 3105-8493 (P)

Adresse postale : BP v 18 Bouaké 01
Contact : +225 0757504341
https://perspectivesplurielles.net/
revueperspectivesplurielles@gmail.com

RÉFÉRENCEMENT ET INDEXATION

Scientific Journal Impact Factor

TOGETHER WE REACH THE GOAL

https://sjifactor.com/passport.php?id=24999

SJIFactor

Scientific Journal Impact Factor

CERTIFICATE OF INDEXING (SJIF 2026)

This certificate is awarded to

Perspectives Plurielles
(ISSN: 3105-8485 (E) / 3105-8493 (P))

The Journal has been positively evaluated in the SJIF Journals Master List evaluation process
SJIF 2026 = 5.147

SJIF (A division of InnoSpace)

SJIFactor Project Manager
International Advisory Services
INNOSPACE INTERNATIONAL

SJIFactor Project

HAL science ouverte	https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/1529502
ISSN INTERNATIONAL STANDARD SERIAL NUMBER INTERNATIONAL CENTRE	https://portal.issn.org/resource/ISSN-L/3105-8485

ÉDITORIAL

Ce troisième numéro de *Perspectives Plurielles* prolonge la dynamique éditoriale amorcée en décembre 2025 et confirme la vitalité d'un projet scientifique pluridisciplinaire désormais solidement établi. L'ampleur des contributions reçues, la diversité des laboratoires et des institutions représentés, ainsi que l'exigence maintenue de l'évaluation par les pairs ont conduit le comité de rédaction à reconduire, en l'approfondissant, le choix opéré lors de la précédente livraison : le numéro paraît en deux tomes, le second se déployant lui-même en deux séries. Cette architecture respecte l'identité de chaque grand champ disciplinaire tout en préservant l'unité d'un projet résolument intégratif.

Le Tome I rassemble les travaux relevant des Arts, Lettres et Langues : littératures africaine, francophone, hispanique et anglophone, sémiotique, sociolinguistique et analyse du discours, didactique des langues, lexicologie et terminologie, études culturelles et postcoloniales. Le Tome II, consacré aux Sciences Humaines et Sociales, se déploie en deux séries. La série 1, « Territoires, sociétés et développement », réunit les recherches en géographie humaine et physique, en aménagement du territoire, en sociologie, en économie et en développement. La série 2, « Savoirs, éducation et représentations », accueille les sciences de l'éducation, la psychologie, les sciences de la communication, la philosophie, l'histoire, l'anthropologie et les études culturelles.

La diversité des terrains étudiés : Côte d'Ivoire, Sénégal, Bénin, Burkina Faso, Mali, Togo, Guinée, Niger, Cameroun, Gabon, République du Congo et République démocratique du Congo, illustre la portée continentale de cette livraison. Plusieurs lignes de force s'en dégagent : la résilience environnementale et sanitaire des territoires, les recompositions urbaines et foncières, la gouvernance des ressources naturelles et des biens communs, l'inscription du numérique dans les pratiques sociales et politiques, les transformations des systèmes éducatifs, ainsi que la place des savoirs endogènes dans la régulation des sociétés contemporaines.

Le comité de rédaction adresse sa profonde reconnaissance aux auteurs, aux évaluateurs et au comité scientifique, ainsi qu'à l'UFR Communication et Société de l'Université Alassane Ouattara, partenaire fidèle de cette aventure. Que ce numéro confirme Perspectives Plurielles comme un espace de référence où s'élaborent, en dialogue, des savoirs ouverts sur les sociétés contemporaines et leurs mutations.

Bonne lecture.

Le Comité de rédaction

COMITÉ DE RÉDACTION

Directeur de Publication :
M. Konan Thiery St Urbain YEBOUE, Maître de Conférences

Secrétariat de rédaction

Dr (MC) KANGA Kouakou Hermann Michel, Université Alassane Ouattara
Dr (MC) YOMAN N'goh Koffi Michael, Université Alassane Ouattara
Dr (MC) KOUAMÉ Koaténin, Université Alassane Ouattara
Dr KONAN Aya Suzanne, Université Alassane Ouattara
Dr AKABLAH Tchoumou Léopold, Université Alassane Ouattara
Dr Kouamé Alain SARAKA, Université Alassane Ouattara
Dr Kanhoun Baudelaire KOUAME, Université Alassane Ouattara
Dr Kouakou Camille GOLI, Université Alassane Ouattara

Comité Scientifique et de Lecture :

Prof. Lazare Marcelin POAME, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Prof. Doh Ludovic FIÉ, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Prof. Pierre KAMDEM, Université de Poitiers, France ;
Prof. Joseph P. ASSI-KAUDJHIS, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Prof. (Dir. Rech.) Kouadio Raphaël OURA, Université Alassane Ouattara-CRD, Côte d'Ivoire ;
Prof. Atta Jacob BRINDOUMI, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Prof. SOW Ndioro, Université Gaston Berger, Sénégal ;
Prof. Fabio VITI, Université Aix-Marseille, France ;
Prof. François LAMBOTTE, Université Catholique de Louvain, Belgique
Prof. Konan Arsène KANGA, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Prof. Kacou GOA, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire ;
Prof. Yao Jean-Aimé ASSUE, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.
Prof. Eveno Emmanuel, Université Toulouse Jean-Jaurès, France ;
Prof. Kouakou Désiré M'BRAH, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.
Prof. Göbel Christof, Universidad Autónoma Metropolitana de Mexico, Mexique ;
Dr (MC) Kouassi Ernest YAO, Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Jean Joêl BAHI, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Dhédé Paul Éric KOUAMÉ, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Yao Jean Julius KOFFI, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Adjoua Pamela N'GUESSAN, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Abiba DIARRASSOUBA, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Koffi Syntor KONAN, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Ehua Manzan Monique BEIRA, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Konan Hubert KOUADIO, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.

SOMMAIRE

Sciences de l'éducation, psychologie / Communication, médias et information

GNAHORE Batty Gervais

1. Analyse exploratoire des contraintes des collèges de proximité en Côte d'Ivoire.....1-18

Flora NTSAME MBA

2. L'effet de la coopération verbale entre enfants sur une tâche de communication référentielle.....19-34

Pénédjotêh Jean-Paul COULIBALY et Kahou Albert DJE BI

3. Formes et stratégies de la construction de soi politique en période de campagnes électorales en Côte d'Ivoire.....35-49

Ardjouma TUO, Dramane Nibé SILUE et Adam Lego KONE

4. Enjeux de la communication numérique dans la santé de la reproduction en milieu urbain : perception des jeunes mères du quartier Air France (Bouaké, Côte d'Ivoire).....50-62

DAO née ADJE Antcho Anicette, DIARRASSOUBA Be Simplice et SOMDA Kubertezie Eric

5. Moyens de revendication et qualité de la formation à l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan.....63-77

Djiessi MAKOUAM, Debora MNOUMABEU et Sephora DEMGNE

6. Comportement de gestion financière et initiative de croissance personnelle des femmes des ménages de la Mefou-et-Afamba (Cameroun).....78-94

Roger KABATA MULUNDU

7. Quelles écoles primaires et secondaires spécialisées pour une éducation relative à l'environnement en RDC ?.....95-114

Roger KABATA MULUNDU

8. Which Specialized Primary and Secondary Schools for Environmental Education in the DRC?.....115-133

OUATTARA Souleymane et COULIBALY Mamadou

9. Du règlement subi au règlement approprié : le suivi de l'inspecteur d'orientation comme levier du rendement scolaire des élèves de sixième au lycée moderne d'Issia (Côte d'Ivoire).....134-150

Topra Guy-Venance GNAKO

10. Dynamiques participatives et développement touristique dans la commune de Korhogo en Côte d'Ivoire.....151-165

DIAKITÉ Mahamadou Lamine et KONÉ Raoul Porna

11. Les conflits armés et l'éducation dans la région de Mopti au Mali : impacts et défis.....166-183

Benjamin NGOMA

12. Mots et chiffres en titraille : les codes alphanumériques du Jubilé des indépendances africaines.....184-203

Falonne Staylaure MAROUNDOU KOMBILA, Haurene ARONDO NANDA et Théodore KOUMBA

13. Rituels religieux et traditionnels comme médiateurs de résilience chez les personnes âgées institutionnalisées au Gabon : une étude qualitative au Centre national de gérontologie-gériatrie de Melen.....204-221

Chiaka SAMAKE

14. Le contrat de performance dans l'enseignement supérieur, outil de transformation ou instrument de conformité bureaucratique : le cas de l'USTTB au Mali 222-239

Kobena Séverin GBOKO

15. L'innovation pédagogique : entre promesse critique et exigence opérationnelle 240-254

TSHINDUMBA TSHIKOTA Isaac

16. Communication politique et attentes populaires dans la composition des équipes dirigeantes en République démocratique du Congo : le cas du gouvernement Sama 2 255-274

TAH Yao Kossonou Jacques

17. Visibilité numérique des jeunes abidjanais et reconnaissance sociale 275-288

ANNET N'Dah Éric et N'DRI Koffi Nestor

18. Construction et représentation de l'image de la jeune fille des quartiers SICOGI et SOGEFIHA dans la musique zouglou 289-304

HABIBOU Abdoulaye Idrissa et ATCHOUA N'Guessan Julien

19. Communication politique et crise post-électorale au Niger : perceptions des acteurs à l'égard de la communication durant la période 2020-2021.....305-318

Mamadou THIARE et Ismaïla MBODJI

20. Intérêts de l'usage des épreuves du baccalauréat pour les enseignants en classe de géographie au Sénégal.....319-331

Ousmane Chaa BEREPA

21. La fonction de communication : entre prescriptions légales et réalités pratiques dans la commune de Copargo au Bénin 332-353

Philosophie, histoire, anthropologie/ethnologie et études culturelles

N'Goran Alphonse BROU

22. Les transformations socio-économiques à Bocanda de 1893 à 1960 354-372

LAGO Blé Angelin et KOUAME N'da Thierry

23. Ville mémoire et ville projet, un couple inséparable dans la construction urbaine : cas de Daloa, Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire (1980-2020) 373-385

MÉITÉ Méfégbé et SÉKONGO Nonhoua Thomas

24. Non-identité et *queerisme* : Adorno pour une humanité plurielle 386-400

ONDZE YANDZA Miser

25. L'optimisme symbolique en contexte logico-mathématique : approche comparative des formalismes booléen et frégéen 401-417

Tchépé Karidja SILUÉ

26. L'image de la femme dans la publicité et la critique de la société d'hyperconsommation chez Herbert Marcuse 418-431

N'gologbon Abdoulaye SILUE et Bernadette DANGO

27. La rationalité face aux défis de l'IA dans la quête de la vérité 432-445

Attchoumounan Paulin OUATTARA et Mamadou SOUMAHORO

28. La démocratie à l'épreuve de la bioéconomie de marchandage citoyen et politique : regards croisés de Montesquieu et Céline Lafontaine.....446-460

Yhattey Hervé Thierry AGUIE

29. Mutations techniques de l'exploitation aurifère à Ity : de l'orpaillage traditionnel aux innovations minières industrielles (1959-2024).....461-477

Tiasvi Yao Raoul AGBAVON et Florence BOTTI

30. La finalité organique dans les réflexions bernardiennes 478-491

Désiré MEDEGNON

31. Quête de science et combat politique chez Hountondji 492-504

KOUAMÉ Koffi

32. Terrorisme et néocolonialisme en Afrique : regard de Noam Chomsky 505-521

SY SAVANÉ Amy

33. Une lecture de l'homme-transcendé à partir des philosophies de Friedrich Nietzsche et d'Amadou Hampâté Bâ 522-539

Kan Raymond KOUAMÉ et Kouamé Kossonou Frédéric SECRE

34. L'élevage sous palmeraie : un modèle de développement de l'élevage des gros et petits bétails en zone forestière ivoirienne de 1973 à 1982.....540-554

MISSA Kouassi Innocent et SADIA Gbeu Daniel

35. « La mémoire machine » face au « palais de la mémoire » : relecture augustinienne de la crise intérieure à l'ère du numérique.....555-568

Bi-Claude Évariste ZAN, Alex Jean Ivan Ekra ALI et Fotienhoro Séraphin OUATTARA

36. Analyse de la stratégie locale de conservation des tortues marines à Ménolé (Grand-Béréby, Côte d'Ivoire) 569-589

M'bra Kouakou Dieu-donné KOUADIO et Marie Blaise MENAN

37. Savoirs endogènes de la population de Kpo-Kahankro (commune de Bouaké) face aux risques épidémiques.....590-607

Kiklan Désiré TOURE

38. Rôle des chefs traditionnels et des institutions endogènes dans la régulation sociale de la région du Gbêkê en Côte d'Ivoire 608-620

Amélie MOGOA BOUSSENGUI et Hermine GNAMA

39. *Gnama ya tônò* chez les Mitsogho : entre interdit alimentaire, discrimination et domination.....621-641

Zolou Goman Jackie Élise DIOMANDÉ

40. Déconstruire la gouvernance environnementale : à partir des cosmogonies africaines.....642-653

ISSN : 3105-8485 (L) / 3105-8493 (P)
https://perspectivesplurielles.net/

LES TRANSFORMATIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES À BOCANDA DE 1893 À 1960

SOCIO-ECONOMIC TRANSFORMATIONS IN BOCANDA FROM 1893 TO 1960

N'Goran Alphonse BROU
Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire) / Département d'Histoire
E-mail : brou0540@gmail.com

Résumé : *Entre 1893 et 1960, Bocanda, localité du centre de la Côte d'Ivoire, connaît d'importantes transformations socio-économiques sous l'effet de la colonisation française. L'administration coloniale réorganise les structures sociales traditionnelles et favorise l'émergence de nouvelles élites locales. Sur le plan économique, l'introduction des cultures de rente, notamment le café et le cacao, modifie, les pratiques agricoles et intègre progressivement Bocanda dans l'économie coloniale puis nationale. La construction des routes, des écoles et des dispensaires ouvre davantage la région, même si elle accentue les disparités entre les centres administratifs et les zones rurales. Cette étude adopte une approche pluridisciplinaire fondée sur des sources orales, des archives coloniales et des ouvrages imprimés. Le croisement de ces sources permet d'analyser les mutations socio-économiques de Bocanda et d'expliquer son passage d'une organisation traditionnelle à une structure intégrée dans l'État ivoirien naissant. Les résultats montrent que la colonisation transforme profondément les rapports sociaux et économiques. L'apparition d'une élite instruite modifie les rapports de pouvoir, tandis que le développement des cultures de rente favorise l'intégration économique tout en renforçant la dépendance aux marchés extérieurs. Bocanda apparaît ainsi comme une société en transition, où coexistent héritage coutumier et modernité coloniale, à l'image de nombreuses localités ivoiriennes.*

Mots-clés : *Baoulé Agba, Bocanda, Côte d'Ivoire, cultures de rente (café-cacao), chefferie coloniale.*

Abstract: *Between 1893 and 1960, Bocanda, a town in central Côte d'Ivoire, underwent significant socio-economic changes as a result of French colonisation. The colonial administration reorganised traditional social structures and encouraged the emergence of new local elites. Economically, the introduction of cash crops, notably coffee and cocoa, altered agricultural practices and gradually integrated Bocanda into the colonial and subsequently the national economy. The construction of roads, schools and health centres further opened up the region, although it also accentuated the disparities between administrative centres and rural areas. This study adopts a multidisciplinary approach based on oral sources, colonial archives and printed works. Cross-referencing these sources enables an analysis of the socio-economic changes in Bocanda and explains its transition from a traditional organisation to a structure integrated into the nascent Ivorian state. The results show that colonisation profoundly transformed social and economic relations. The emergence of an educated elite altered power relations, whilst the development of cash crops fostered economic integration whilst simultaneously increasing dependence on external markets. Bocanda thus emerges as a society in transition, where customary heritage and colonial modernity coexist, mirroring the situation in many Ivorian localities.*

Keywords: *Baoulé Agba, Bocanda, Côte d'Ivoire, cash crops (coffee and cocoa), colonial chieftaincy.*

Introduction

La colonisation française en Côte d'Ivoire, officiellement instaurée en 1893, constitue une étape majeure dans l'histoire des sociétés ivoiriennes. Issue du contexte de l'expansion impérialiste européenne[1], elle ne se limite pas à une occupation territoriale, mais entraîne de profondes transformations politiques, sociales et économiques. À travers l'instauration d'un nouveau système administratif et économique, l'autorité coloniale modifie les rapports de pouvoir, les modes de production et l'organisation des communautés. L'étude de Bocanda, située au centre-est de la Côte d'Ivoire, permet ainsi de comprendre les effets concrets de cette domination sur les populations locales. Avant l'arrivée des Français, Bocanda est principalement peuplée par les Baoulé Agba, un sous-groupe Akan issu des migrations Alanguira et Assabou depuis l'actuel Ghana (R. K. Allou, 2000, p. 714). La société repose sur une organisation hiérarchisée dans laquelle les chefs de famille occupent une place centrale. Ils assurent la gestion des conflits, le respect des coutumes et la préservation de la cohésion sociale. Cette structure favorise la stabilité des communautés et le maintien de leur autonomie culturelle. L'économie locale repose essentiellement sur l'agriculture vivrière, l'orpaillage artisanal et le commerce fondé sur le troc. Ces activités répondent aux besoins des populations et s'inscrivent dans une logique de solidarité communautaire. Les pratiques économiques sont étroitement liées aux traditions, aux cérémonies coutumières et aux fêtes communautaires qui renforcent les liens sociaux et assurent la transmission des valeurs ancestrales (A. Y. Hamien, 2025, p. 47).

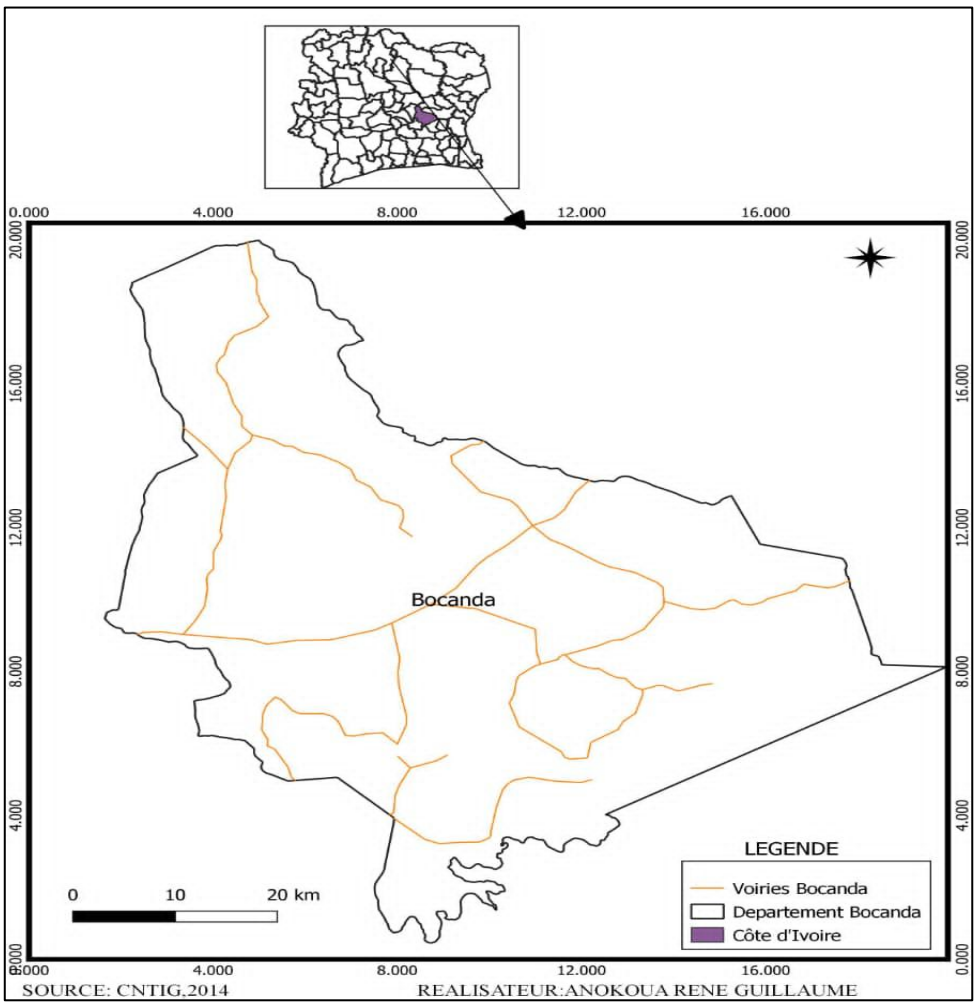
L'arrivée de l'administration coloniale bouleverse progressivement cet équilibre. Les autorités françaises intègrent les chefferies traditionnelles dans leur système administratif, limitant leur autonomie, et imposent de nouvelles contraintes telles que la fiscalité et le travail forcé. Ces mesures visent principalement à faciliter l'exploitation économique du territoire au profit de la métropole. L'économie locale est alors réorientée vers les cultures de rente, notamment le café et le cacao, au détriment des cultures vivrières destinées à l'alimentation des populations (F. K. Kanga, 2021, p. 46). Cette évolution transforme les pratiques agricoles, les rapports de travail et renforce l'intégration de Bocanda dans l'économie coloniale. Les infrastructures construites durant cette période, notamment les routes et les pistes commerciales, favorisent en fait la collecte et l'acheminement des productions agricoles vers les centres d'exportation. Elles répondent davantage aux besoins du système colonial qu'aux

[1] Depuis les années 1880, la France mène une politique d'expansion coloniale avec l'établissement de protectorats en Tunisie (1881), en Annam (1883) et au Tonkin (1885). Lors de la séance parlementaire du 28 juillet 1885, Jules Ferry défend les crédits pour l'expédition de Madagascar et justifie la colonisation face à Georges Clemenceau par des arguments économiques, humanitaires et stratégiques. FERRY Jules, « les fondements de la politique coloniale » (28 Juillet 1885) : http:// www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-I-assemblee/histoire/grands-discours parlementaires/jules-ferry-28-Juillet-1885, consulté le 15 octobre 2024.

attentes des communautés locales. La colonisation entraîne ainsi d'importantes mutations économiques et sociales, modifiant durablement les modes de vie et les relations entre les acteurs de la société. Après la Seconde Guerre mondiale, de nouvelles évolutions apparaissent. La diffusion de l'enseignement colonial et l'action des missions religieuses permettent l'émergence d'une élite locale instruite qui occupe progressivement des fonctions administratives, politiques et économiques. Parallèlement, l'économie connaît une modernisation progressive grâce à l'ouverture des marchés et à l'introduction de nouvelles techniques de production. Malgré ces transformations, les populations de Bocanda préservent une partie de leur héritage culturel en adaptant leurs traditions aux nouvelles réalités issues de la colonisation. Face à ces transformations, comment la colonisation française a-t-elle modifié les structures sociales et économiques de Bocanda entre 1893 et 1960 ? Cette étude vise à montrer que la domination coloniale a engendré des mutations profondes, touchant aussi bien l'organisation sociale que les activités économiques, en suscitant des formes d'adaptation de la part des populations.

Pour répondre à cette problématique, cette recherche mobilise des sources orales, des archives, des documents imprimés ainsi que des ouvrages et publications universitaires. La confrontation de ces différentes sources permet d'appréhender avec davantage de rigueur les transformations engendrées par la colonisation dans l'espace de Bocanda (carte 1). L'analyse est organisée en trois parties : la première présente la vie socio-économique de Bocanda avant la colonisation ; la deuxième examine les bouleversements provoqués par la domination coloniale entre 1893 et 1945 ; enfin, la troisième met en évidence les recompositions sociales et économiques observées entre 1945 et 1960, à la veille de l'indépendance.

Carte 1 : Bocanda dans l'ensemble de la Côte d'Ivoire



1. La vie socio-économique à Bocanda avant la colonisation

Ici, il s'agit d'analyser l'organisation sociale traditionnelle, de présenter l'économie précoloniale de Bocanda et de montrer que Bocanda est un carrefour commercial.

1.1. Une organisation sociale traditionnelle hiérarchisée

Avant l'arrivée des colons français, la société de Bocanda est organisée autour de structures sociales solides qui assurent la cohésion et la stabilité de la communauté. Située au centre-est de la Côte d'Ivoire, la région est principalement peuplée de Baoulé Agba, mais elle accueille également d'autres groupes, notamment les Abè, les Ano, les Mounga et les Djina, ce qui en fait un espace marqué par une réelle diversité culturelle (R. K. Allou, 2000, p. 714).

La vie communautaire est dirigée par les chefs coutumiers, qui exercent une autorité à la fois politique, sociale et religieuse. Ils veillent au règlement des conflits, au respect des coutumes et à la préservation des traditions. Comme le souligne C. Meillassoux (1999, p. 72), « les chefs traditionnels incarnent l'autorité

politique et religieuse, assurant la régulation des conflits et la préservation des traditions ». Leur rôle est renforcé par l'organisation en lignages et en clans, qui structure les relations familiales, la gestion des terres et les activités collectives.

Les familles élargies occupent une place centrale dans cette organisation. Elles participent ensemble aux travaux agricoles, aux cérémonies et aux prises de décision, favorisant ainsi l'entraide et la solidarité. Le pouvoir se transmet généralement selon un système patrilinéaire, qui confère aux hommes une position dominante dans la gestion de la famille et des affaires communautaires. Les femmes jouent cependant un rôle essentiel dans les activités agricoles, l'éducation des enfants et la vie domestique, tandis que les enfants sont considérés comme une richesse et une garantie de continuité pour le lignage. La polygamie répond à des besoins économiques, notamment en matière de main-d'œuvre agricole, mais constitue également un signe de prestige social (R. K. Allou, 2000, p. 714). La société de Bocanda se distingue aussi par la richesse de son patrimoine culturel. Les danses traditionnelles, telles que le Cléba, l'Adodan, le Tchatcha, l'Agbin, le Kpadjada, l'Agburor, l'Adjanou, l'Adjoss et l'Appi, rythment les principaux événements de la vie collective. Elles accompagnent les naissances, les funérailles, les périodes de maladie, les moments de crise ou encore les grandes réjouissances. Au-delà de leur dimension artistique, ces danses permettent de transmettre les valeurs, les croyances et les savoirs hérités des ancêtres.

Parmi les célébrations les plus importantes figure la fête de l'igname, appelée *Ananya*. Cette cérémonie marque le début des nouvelles récoltes et constitue un moment de reconnaissance envers les ancêtres. Elle rassemble la communauté autour de rites, de chants et de danses qui renforcent les liens sociaux (A. Y. Hamien, 2025, p. 47). D'autres pratiques, comme l'*Atonvlè*[2] et la célébration des jumeaux, témoignent également de la place essentielle des traditions spirituelles dans la société agba. Ainsi, avant la colonisation, Bocanda repose sur une organisation sociale fondée sur la solidarité, le respect des anciens et la transmission des valeurs. Les aînés assurent l'éducation des plus jeunes et la

[2] En pays Akan, notamment chez les Baoulé Agba de Bocanda, l'Aton'vlè constitue le rite qui marque le passage de la jeune fille à la puberté et son entrée dans la vie adulte. Cette cérémonie revêt une grande importance culturelle et sociale. Avant les influences de la colonisation, du christianisme et de la modernité, toute grossesse survenant avant l'accomplissement de ce rite est considérée comme une grave transgression. L'enfant né dans ces conditions, appelé « Gouassouba » ou enfant de la place publique, est perçu comme un porte-malheur pour la famille. Pour éviter cette situation, les parents organisent rapidement la cérémonie dès l'apparition des premières menstrues de leur fille. Après concertation entre les familles maternelle et paternelle, une date est fixée et les préparatifs sont engagés. Une matrone ou une personne âgée annonce officiellement à la jeune fille son nouveau statut selon un rituel transmis de génération en génération. Autrefois, un morceau de savon noir « kodousamlin » ou une aspersion d'eau symbolique marquait cette consécration. Aujourd'hui, le rite consiste principalement à déposer un cache-sexe ou kodjo blanc sur les jambes de la jeune fille, symbole de sa féminité et de sa responsabilité. Avant la cérémonie, les parents consultent un oracle afin de déterminer les modalités adaptées au statut spirituel de la jeune fille. La célébration est accompagnée de repas, de parures composées de perles, de colliers et de pagnes de valeur. La jeune fille est enduite de beurre de karité ou d'huile de palme, puis participe à une lessive rituelle à la rivière avec ses compagnes. Si le christianisme met fin à l'élimination des enfants nés hors Aton'vlè, le modernisme favorise, selon l'auteur, une évolution des mœurs caractérisée par le libertinage sexuel chez certaines jeunes filles (A. Y. Hamien, 2025, p.47).

préservation des coutumes. Comme l'indique N. Kouadio (2005, p. 33), « la hiérarchie sociale reposait sur l'âge, le lignage et la fonction rituelle, garantissant une stabilité sociale ». Cette organisation s'appuie enfin sur une économie de subsistance qui répond aux besoins des populations tout en renforçant la cohésion de la communauté.

Photo 1 : Les jeunes filles subissant l'Atonvlè

Source : cliché BROU Alphonse.

1.2. Une économie de subsistance

Avant l'introduction du système économique colonial, les populations agba de Bocanda vivent principalement d'une économie de subsistance destinée à répondre aux besoins essentiels de la communauté. Cette organisation, fondée sur une exploitation équilibrée des ressources disponibles, assure une certaine autonomie aux habitants. L'agriculture constitue la base de cette économie. Les populations cultivent principalement l'igname, le manioc, le maïs et le riz, destinés à la consommation familiale et communautaire. Les surplus sont échangés avec les communautés voisines par le biais du troc, renforçant ainsi les liens de solidarité. Comme le souligne E. Terray (1979, p. 58), « l'agriculture vivrière [pratiquée de manière extensive] était au cœur de l'économie précoloniale, assurant l'autosuffisance alimentaire des communautés [ou des membres des lignages]. » L'igname occupe une place particulière dans cette organisation économique et culturelle. Au-delà de son rôle alimentaire, elle intervient dans les cérémonies traditionnelles, notamment les fêtes de récolte, les mariages et certains rites de passage. F. K. Kanga (2021, p. 46) montre ainsi que l'igname remplit des fonctions spécifiques dans les rituels sociaux. L'économie locale repose également sur la chasse, la pêche et la cueillette, qui fournissent des ressources complémentaires comme les protéines animales, les fruits sauvages et les plantes médicinales.

Les femmes occupent une place essentielle dans cette dynamique en assurant la transformation, la conservation et la commercialisation des produits agricoles. Selon C. Meillassoux (1999, p. 84), « les femmes sont les principales actrices de la transformation et de la distribution des produits vivriers ». Cette complémentarité des rôles renforce la cohésion communautaire. Par ailleurs, l'exploitation artisanale de l'or constitue une activité importante. Héritée des traditions acquises par les Agba lors de leur séjour dans l'actuel Ghana, elle se poursuit à Bocanda grâce à des techniques rudimentaires. Cette activité participe aux échanges économiques, au prestige des familles détentrices d'or et à l'expansion territoriale des Agba, notamment avec la création de localités comme Daoukro et Ouellé (R. K. Allou, 2000, p. 714). Ainsi, l'économie de Bocanda avant la colonisation se caractérise par son organisation communautaire, la diversité de ses activités et son enracinement dans les savoirs traditionnels. L'agriculture, la chasse, la pêche, la cueillette, le troc et l'orpaillage forment un système cohérent garantissant l'autosuffisance et la stabilité sociale des populations.

Photo 2 : Une arme de chasse

Source : E. N. Kouakou, 2025, p. 58.

Cet objet ci-dessus est une arme de chasse localement appelée en langue Agba « *Tchéclan* » qui permet de tuer l'animal qui prend la poudre d'escampette à travers une lancée du chasseur. La présence des Français dans la localité de Bocanda transforme cette vie sociale et économique qui jalonnait toute la région voire celle de la colonie. Au-delà de l'économie vivrière, Bocanda se distinguait par son rôle de carrefour commercial, favorisant les échanges régionaux et interethniques.

1.3. Bocanda : un carrefour commercial

Grâce à sa position géographique, Bocanda occupe depuis longtemps une place importante dans les échanges entre les communautés du centre et de l'est de la Côte d'Ivoire. Située au croisement de plusieurs voies de circulation, la localité devient un véritable carrefour commercial bien avant l'arrivée des Européens. Le commerce, animé en grande partie par les femmes, favorise non seulement la

circulation des produits, mais aussi les rencontres, les alliances et le renforcement des liens entre les villages. Les échanges portent principalement sur les surplus agricoles. Les populations commercialisent ou troquent des produits vivriers[3] tels que l'igname, la banane, le maïs, l'arachide, le riz, le manioc et d'autres produits selon leurs besoins. Les villages producteurs d'ignames obtiennent ainsi du sel, du poisson séché ou de la cola auprès d'autres communautés. Les transactions reposent surtout sur le troc, mais utilisent également la poudre d'or, l'or brut et certaines monnaies anglaises déjà en circulation avant l'installation de l'administration française. Cette diversité des moyens d'échange montre l'importance des réseaux commerciaux de la région. Selon N. Kouadio (2005, p. 47), « Bocanda était un carrefour commercial où se rencontraient les populations du centre et de l'est ivoirien ». Les marchés sont aussi des lieux de rencontre, de négociation, de règlement des conflits et de diffusion des informations. Comme le souligne E. Terray (1979, p. 63), « les marchés précoloniaux sont des lieux de rencontre et de négociation, contribuant à la cohésion régionale ». Avant la colonisation, Bocanda dispose ainsi d'une économie fondée sur la production locale, les échanges et la solidarité communautaire.

L'arrivée de la colonisation transforme progressivement cette organisation. L'ouverture des routes, le développement des cultures de rente, notamment le café et le cacao, ainsi que l'essor des activités commerciales renforcent le rôle de Bocanda comme centre d'échanges de l'arrière-pays. La mise en service de la gare ferroviaire de Dimbokro en 1910 facilite l'acheminement des productions agricoles de Bocanda et des localités voisines vers les ports d'exportation. La ville devient également un centre de collecte et de redistribution des produits européens destinés aux villages environnants. Cette nouvelle fonction attire de nombreux commerçants et favorise l'installation de magasins et d'entrepôts le long des principaux axes. C. Benveniste (1974, p. 110) recense 806 vendeurs à Bocanda, preuve du dynamisme commercial de la ville. Les marchés de Gbonou, Kollakro, Abéanou, Aoussoukro, Kouassi-Kouassikro, N'Zékrézinsou, Tékikro, Fondi 1 et Fondi 2 participent également à cette activité. L'implantation des « Chaînes Avions[4] », notamment la chaîne Éléphant et les magasins SAVE, renforce cette intégration commerciale (A. Y. Hamien, 2025, p. 139), faisant de Bocanda un acteur majeur des réseaux commerciaux ivoiriens.

[3] Enquête orale réalisée auprès de Kra Boussou à son domicile le 01/04/2023 à Fondi 1.

[4] Dès les années 1950, une dégradation sensible de la rentabilité des comptoirs intérieurs se manifeste. La SCOA (Société Commerciale de l'Ouest Africain) tentait de se maintenir dans l'intérieur et d'utiliser locaux et matériel qu'elle possède en introduisant le système européen de chaîne succursaliste. Ainsi naît, en 1954, la « Chaîne Avion ». Les succursales sont approvisionnées chaque semaine par le SCOA à partir d'Abidjan. Par les prix uniformes elles jouent un rôle important comme régulatrices des prix. À partir des années 1970 (1973-1974) avec la crise pétrolière le coût des transports routiers s'est fortement accru. Si bien que la rentabilité de la Chaîne Avion se dégrade et en 1980-1981, l'exercice est déficitaire (Grupp, R.E., 1983, p. 353).

2. Les bouleversements induits par la colonisation (1893-1945)

La colonisation française, instaurée en Côte d'Ivoire en 1893, transforme durablement Bocanda par une réorganisation sociale, administrative et économique, fondée sur le travail forcé, la fiscalité coloniale et l'exploitation des ressources.

2.1. Réorganisation sociale et administrative

L'arrivée de l'administration coloniale française à Bocanda à partir de 1893 a marqué une rupture profonde avec les structures sociales traditionnelles. En instaurant un nouveau système de gouvernance, les autorités coloniales ont progressivement désarticulé les fondements de l'organisation sociale préexistante. Cette transformation s'est opérée par l'intégration des chefferies locales dans l'appareil administratif colonial, modifiant ainsi les rapports de pouvoir au sein des communautés. Les chefs traditionnels, autrefois détenteurs d'un pouvoir autonome fondé sur la légitimité coutumière, sont désormais investis d'un rôle d'intermédiaires entre les populations et l'administration coloniale. Ils deviennent des auxiliaires de l'autorité française, chargés de collecter les impôts, de recruter la main-d'œuvre pour les travaux forcés et de maintenir l'ordre dans les villages. Selon C. Meillassoux (1999, p. 95), « les chefs traditionnels furent transformés en relais de l'autorité coloniale, ce qui affaiblit leur légitimité auprès des populations ». Cette instrumentalisation du pouvoir coutumier a contribué à affaiblir leur autorité morale et à susciter des tensions internes, notamment entre les anciens chefs légitimes et ceux nommés ou soutenus par les colons (R. K. Allou, 2000, p. 728). Par ailleurs, la création de cercles administratifs, subdivisions et de postes de commandement a introduit une hiérarchie coloniale qui se superpose aux structures locales. Elle a redéfini les limites territoriales et les modes de gestion locale. Les populations de Bocanda furent soumises à de nouvelles règles, notamment l'obligation de recensement et la mise en place de tribunaux coloniaux. Ainsi, la colonisation instaure une administration centralisée qui réduit l'autonomie des communautés locales.

Bocanda, autrefois organisé selon des logiques lignagères et communautaires, est intégré dans un cadre administratif rigide, centralisé et hiérarchisé. Cette réorganisation a entraîné une perte de souveraineté locale et une dépendance accrue vis-à-vis des décisions prises par les administrateurs coloniaux. La société bocandaise a également été confrontée à une transformation des normes sociales. Les valeurs traditionnelles, fondées sur le respect des aînés, la solidarité communautaire et la transmission orale, sont progressivement marginalisées au profit des normes imposées par l'administration coloniale. L'introduction du droit écrit, de la fiscalité et de la scolarisation obligatoire a contribué à redéfinir les rôles sociaux et à créer de nouvelles formes d'autorité. Ainsi, la réorganisation sociale et administrative imposée par la colonisation a

profondément modifié les équilibres internes de la société de Bocanda. En substituant aux structures traditionnelles un appareil bureaucratique centralisé, la colonisation a engendré une recomposition du pouvoir local, souvent au détriment de la légitimité coutumière et de la cohésion communautaire (A. Y. Hamien, 2025, p. 63). Cette réorganisation sociale et administrative s'accompagne d'une mutation profonde des structures économiques, orientées vers les besoins de la métropole.

2.2. Mutation des structures économiques

L'instauration de la domination coloniale française transforme profondément l'économie de Bocanda. Avant la colonisation, les activités agricoles répondent principalement aux besoins des communautés locales. Avec l'administration coloniale, la production est progressivement réorientée vers les exigences du marché international afin d'approvisionner la métropole française en matières premières. Cette mutation se traduit par le développement des cultures de rente, notamment le café et le cacao, au détriment des cultures vivrières comme l'igname, le manioc, le maïs et le riz. Cette réorientation n'est pas le résultat d'un choix des producteurs, mais d'une politique coloniale imposée. Comme l'affirme E. Terray (1979, p. 118), « la colonisation a introduit une économie de plantation, orientée vers l'exportation et au service des intérêts métropolitains ». Les terres les plus fertiles sont progressivement réservées aux plantations, obligeant de nombreuses familles à réduire les superficies consacrées à leur alimentation. Cette situation fragilise la sécurité alimentaire des populations. F. K. Kanga (2021, p. 89) souligne que les meilleures terres sont affectées aux cultures commerciales, souvent au détriment des besoins alimentaires, tandis que les paysans doivent adapter leurs pratiques agricoles à des cultures parfois peu adaptées aux conditions locales. Les marchés connaissent également d'importantes transformations. Jadis organisés pour répondre aux besoins des communautés, ils sont intégrés au système économique colonial. Bocanda devient un centre de collecte des productions agricoles destinées à être acheminées vers Dimbokro, puis vers les ports d'exportation. Comme le souligne C. Meillassoux (1999, p. 102), « l'économie coloniale a désarticulé les structures locales, imposant de nouvelles formes de production et de distribution ».

La colonisation modifie aussi l'exploitation des ressources naturelles. Les richesses forestières et minières, notamment l'or exploité artisanalement par les Agba, attirent les autorités coloniales. Des concessions sont accordées à des compagnies européennes, réduisant le contrôle des populations locales sur leurs ressources et les bénéfices qu'elles en tirent (R. K. Allou, 2000, p. 730). Pour soutenir cette économie d'exportation, l'administration construit des routes, des pistes rurales, des ponts et des postes administratifs facilitant le transport des productions agricoles. Ces infrastructures répondent avant tout aux besoins de l'économie coloniale. Au final, la colonisation bouleverse durablement les

rapports des populations à la terre, au travail et aux ressources. L'économie d'autosuffisance cède progressivement la place à une économie tournée vers l'exportation, renforçant la dépendance de Bocanda aux marchés extérieurs. Comme l'indique A. Y. Hamien (2025, p. 72), cette mutation économique introduit de nouvelles formes de dépendance, auxquelles s'ajoutent le travail forcé et une fiscalité lourde qui marquent durablement l'histoire économique et sociale de Bocanda.

2.3. Travail forcé et fiscalité coloniale

L'un des aspects majeurs de la domination coloniale à Bocanda réside dans l'instauration d'un système fiscal et d'un régime de travail contraignants qui transforment profondément les équilibres sociaux et économiques locaux. L'administration coloniale impose de nouvelles obligations aux populations afin de financer son fonctionnement et de disposer d'une main-d'œuvre nécessaire à l'exploitation économique du territoire. Ces mesures bouleversent progressivement les modes de vie traditionnels et l'organisation des communautés. Dans ce contexte, les habitants de Bocanda sont régulièrement mobilisés pour participer aux grands travaux coloniaux. Ils sont réquisitionnés pour la construction des routes, des ponts, des bâtiments administratifs et des infrastructures destinées au transport des produits agricoles vers les centres commerciaux et les ports d'exportation. Ces travaux répondent principalement aux intérêts économiques coloniaux plutôt qu'aux besoins des populations locales. Comme l'indique N. Kouadio (2005, p. 74), « le travail forcé constituait une véritable contrainte sociale, entraînant des déplacements massifs et une désorganisation des communautés ». Par ailleurs, l'administration coloniale instaure l'impôt de capitation, une taxe imposée à chaque adulte et payable en numéraire. Dans une société où l'économie repose encore largement sur l'agriculture vivrière et le troc, cette obligation constitue une rupture importante avec les pratiques traditionnelles. R. K. Allou (2000, p. 735) rappelle que cet impôt est exigé de chaque adulte, indépendamment de sa situation économique. Pour réunir les sommes nécessaires, les populations développent des activités génératrices de revenus et se tournent progressivement vers les cultures commerciales. Ainsi, l'impôt devient un moyen d'intégration forcée à l'économie coloniale. Les producteurs consacrent davantage de terres au café, au cacao et au coton au détriment des cultures vivrières comme l'igname, le manioc et le maïs. Cette évolution entraîne une monétarisation progressive de l'économie locale et fragilise l'autosuffisance alimentaire des communautés. Comme le souligne E. Terray (1979, p. 125), « l'impôt colonial fut un instrument de domination, contraignant les populations à participer à l'économie coloniale ». F. K. Kanga (2021, p. 102) met également en évidence la substitution progressive des cultures vivrières par les cultures destinées à l'exportation.

Le travail forcé constitue également un instrument essentiel de la politique coloniale. Les hommes valides sont mobilisés pour les travaux publics et les plantations coloniales, souvent loin de leurs villages. Ces absences prolongées désorganisent les familles et augmentent la charge de travail des femmes, des personnes âgées et des jeunes restés dans les communautés. A. Y. Hamien (2025, p. 78) montre que cette situation provoque une profonde désorganisation des structures familiales. En somme, la fiscalité coloniale et le travail forcé représentent de véritables outils de domination économique et sociale. Ils modifient les rapports au travail, à la terre et aux ressources, tout en fragilisant durablement les structures traditionnelles de Bocanda. Ces contraintes alimentent progressivement un mécontentement qui contribue à l'émergence des revendications anticoloniales dans les décennies suivantes.

3. Les mutations socio-économiques induites par la colonisation (1945–1960)

Les mutations socio-économiques sous la colonisation, sont marquées par la modernisation de l'économie, l'essor des services et les transformations sociales durables.

3.1. L'aménagement sanitaire, d'adduction d'eau et la construction des écoles

Dans le projet colonial français, la diffusion de la civilisation européenne ne se limite pas à l'administration et à l'enseignement. Elle passe également par l'introduction de la médecine occidentale, perçue comme un moyen de moderniser les sociétés locales, d'améliorer la santé des populations et de préserver la main-d'œuvre indispensable à l'exploitation économique. En raison de son importance administrative et économique dans le cercle du N'Zi-Comoé, Bocanda bénéficie progressivement de l'implantation de services sanitaires. La présence des administrateurs, des commerçants et des missionnaires justifie la création d'un dispositif médical destiné à prévenir les épidémies et à protéger les populations, dans le prolongement des leçons tirées des crises sanitaires ayant marqué les débuts de la colonisation. Les missions religieuses jouent un rôle majeur dans cette politique sanitaire. La congrégation Sainte Anne, installée à Bocanda, associe l'évangélisation à des actions sociales, notamment l'assistance médicale. Selon A. Y. Hamien (2025, p. 110), sa mission consiste à annoncer l'Évangile tout en apportant des soins aux malades. Les religieuses dispensent les premiers soins, accompagnent les personnes vulnérables et interviennent auprès des habitants de Bocanda et des villages voisins. Avant la création d'un hôpital public, elles constituent un recours essentiel et contribuent à instaurer la confiance des populations envers la médecine occidentale. L'action sanitaire se renforce ensuite avec l'intervention de l'administration coloniale. Celle-ci organise des campagnes de sensibilisation et construit un centre de santé public ainsi qu'une maternité en 1958. Ces infrastructures améliorent l'accès aux soins et permettent de lutter contre plusieurs maladies, notamment la fièvre, la lèpre, le choléra, les

fièvres typhoïdes, le ver de Guinée et certaines maladies vénériennes[5]. Selon Kouamé Kouassi Anderson[6], le dépôt de pharmacie de Bocanda attire également les populations des villages voisins, favorisant le recul progressif des pratiques médicales traditionnelles au profit des traitements occidentaux. Entre 1957 et 1958, trois forages[7] sont réalisés afin d'améliorer l'approvisionnement en eau potable et de réduire les maladies hydriques.

Par ailleurs, l'administration introduit l'éducation occidentale, considérée comme un instrument de transformation sociale. Selon J. Ki-Zerbo (2003, p. 199), cité par A. Y. Hamien (2025, p. 106), l'école vise à rassembler les enfants colonisés autour de la langue française. Cette politique permet également de former des auxiliaires locaux pour l'administration et le commerce. Dans cette perspective, Bocanda ouvre sa première école primaire le 15 septembre 1936, au quartier Mamadougou[8], avant la création de plusieurs autres établissements qui favorisent l'émergence d'une élite locale instruite.

Tableau 1 : État des lieux des écoles durant la période d'étude à Bocanda

Année d'ouverture	**1936**	**1959**	**1960**
Nom de l'école	École Primaire Publique du Centre	EP Protestant CMA	Bocanda Bledi

Source : Inspection préscolaire et primaire de Bocanda.

Ces écoles coloniales entraînent rapidement des transformations profondes au sein de la société agba de Bocanda en diffusant l'éducation occidentale au détriment des formes traditionnelles de transmission des savoirs. Bien que limitée à ses débuts, cette scolarisation permet à certains jeunes d'accéder à une instruction fondée sur la langue française, les valeurs chrétiennes et les principes administratifs coloniaux. Les missions religieuses, notamment catholiques et protestantes, jouent un rôle essentiel dans cette évolution à travers l'ouverture des écoles primaires (A. Y. Hamien, 2025, p. 91). Cette formation favorise l'émergence d'une nouvelle catégorie sociale composée de fonctionnaires, instituteurs, infirmiers, catéchistes et commerçants. Grâce à leur maîtrise du français et des codes administratifs coloniaux, ces nouveaux lettrés occupent progressivement des fonctions importantes et deviennent des intermédiaires entre les populations locales et l'administration coloniale. Comme le souligne R. K. Allou (2000, p. 742), ils constituent à la fois des relais du pouvoir colonial et les premiers acteurs d'une réflexion critique sur ce système. Cette élite instruite

[5] ANCI 1 EE 139 (8), rapport politique du cercle du N'Zi-Comoé a/s situation sanitaire, pour le 3è trimestre 1922

[6] Entretien réalisé auprès de KOUAME Kouassi Anderson le 30/03/ 2023 à Bocanda à son domicile.

[7] Entretien auprès de Kouassi Brou Bernadin, 29/03/2023 à Bocanda à son domicile.

[8] Cette première structure éducative était formée de deux (2) bâtiments de trois classes avec pour premier Directeur monsieur Coulibaly Mamadou (Les Archives de l'école primaire EPP Henri Konan Bédié 1 de Bocanda). Cette école faisait partie des écoles dites de premier degré. Elle donnait les rudiments de langue française. Cet établissement est appelé aujourd'hui EPP Henri Konan Bédié 1.

contribue à modifier les aspirations sociales en valorisant la réussite individuelle, la mobilité et l'accès aux modèles occidentaux. Elle conserve un lien avec les traditions agba, donnant naissance à une identité hybride entre modernité coloniale et héritage culturel local. Ainsi, l'émergence de cette élite entre 1945 et 1960 constitue une étape importante dans la recomposition sociale de Bocanda et prépare les conditions de l'indépendance (F. K. Kanga, 2021, p. 117).

3.2. Modernisation économique et ouverture au marché

À partir de 1945, Bocanda entre dans une phase de transition économique marquée par une ouverture progressive aux marchés régionaux et une modernisation des activités productives. Cette évolution s'inscrit dans les réformes engagées par la France après la Seconde Guerre mondiale, notamment grâce au Fonds d'Investissement pour le Développement Économique et Social (FIDES). L'économie locale, autrefois dominée par la subsistance, s'oriente progressivement vers une logique marchande. L'amélioration des infrastructures routières et le développement des marchés hebdomadaires facilitent les échanges commerciaux. Les producteurs écoulent désormais leurs récoltes au-delà de la région, tandis que le café et le cacao occupent une place de plus en plus importante dans les exploitations agricoles, générant des revenus monétaires (F. K. Kanga, 2021, p. 128). En fait, les services agricoles coloniaux introduisent de nouvelles techniques de production, notamment l'utilisation d'outils modernes, la rotation des cultures et les engrais. Malgré une adoption progressive, ces innovations améliorent les rendements agricoles et diversifient les productions, marquant une évolution par rapport aux pratiques traditionnelles (R. K. Allou, 2000, p. 748). La monnaie s'impose également dans les échanges commerciaux, remplaçant progressivement le troc. Cette monétarisation favorise l'épargne, l'investissement et le développement de nouvelles activités commerciales, artisanales et de services. Cette dynamique économique s'accompagne d'un début d'urbanisation. Bocanda évolue progressivement d'un village agricole vers un centre semi-urbain doté d'infrastructures administratives, scolaires et sanitaires. Cette transformation modifie les modes de vie, les activités économiques et les aspirations des populations. Ainsi, entre 1945 et 1960, Bocanda connaît une modernisation progressive fondée sur l'ouverture au marché, l'amélioration des techniques agricoles, la généralisation des échanges monétaires et l'urbanisation. Ces évolutions préparent la société aux mutations de la période postcoloniale et à de nouvelles perspectives de développement (A. Y. Hamien, 2025, p. 96).

3.3. La recomposition sociale et l'émergence des structures à Bocanda

Avant l'incursion de l'autorité française dans l'espace agba, Bocanda présente une organisation sociale hiérarchisée fondée sur la naissance, distinguant les nobles, les hommes libres et les esclaves. Cet ordre traditionnel agba est progressivement bouleversé par la colonisation. Kouassi Brou Bernardin souligne

que « l'organisation et le fonctionnement sont sans problème avant l'arrivée des blancs ». Avec l'installation du système économique colonial, de nouvelles catégories sociales apparaissent. Selon A. Y. Hamien (2025, p. 123), « partout où le capitaliste économique s'est installé, il y a eu des mutations sociales entre les différentes couches ». Bocanda voit ainsi émerger une bourgeoisie rurale composée de planteurs et commerçants aisés, suivie des moyens producteurs puis des petits planteurs, artisans et commerçants. La localité devient un espace attractif marqué par de nouvelles infrastructures et une architecture de type occidental opposé aux maisons locales agba comme illustre bien ces photos ci-après.

Photo 3 : Habitat occidental à Bocanda **Photo 4 : Habitat local agba à Bocanda**

Source : A. Y. Hamien, 2025, p. 119-120.

La maison de la photo 3 de type européen est construite avec l'utilisation des matériaux modernes à savoir les tôles, briques, ciment qui témoignent d'un certain « confort ». Peu à peu, les constructions locales couvertes de paille et bâties en terres cuites sont abandonnées. Désormais, les planteurs du café et du cacao construisent des maisons de type moderne plus précisément dans le quartier Mamadougou. Ce quartier fut celui des agents administratifs, des acheteurs et les personnes nantis[9]. La localité prend la forme d'une ville en raison du nouveau système d'éclairage. Avant la colonisation, les populations se servent des objets naturels comme les fruits du « jatropha blanc[10] » pour l'éclairage des foyers ou maisons. La pénétration française dans le pays Agba a permis d'avoir un nouveau système d'éclairage grâce aux commerçants, l'emploi des lampes tempêtes de modèles différents remplaçant les vieilles pratiques des peuples Agba de Bocanda. La photo 5 présente deux lampes de cette époque. En 1958, Bocanda bénéficie d'un groupe électrogène situé en face de la Compagnie Ivoirienne d'Électricité (CIE) actuelle de Bocanda. D'après Kouassi Brou Bernardin, le groupe éclaire d'une part, les membres de l'administration en service à Bocanda et d'autre part,

[9] Entretien oral auprès de Kouassi Brou Bernardin, le 29/03/2023 à Bocanda à son domicile.

[10] Arbuste de la famille des euphorbiacées, appelé aussi pourghère, dont le fruit fournit une huile qui peut servir de carburant (Jatropha curcas), et souvent infecté par l'axin, une cochenille (Llaveiaaxinaxin) dont on tire l'aje, une graisse jaune à usage pharmacologique. Ce mot est masculin dans Littré, féminin dans les dictionnaires Larousse de la première moitié du vingtième siècle.

les hommes qui ont les moyens nécessaires pour se connecter à ce réseau[11]. Après cette étape, l'on a les poteaux électriques modernes. Les revenus du café permettent aux populations d'avoir l'électricité moderne afin de pouvoir bénéficier des objets modernes en l'occurrence la télévision.

Photo 5 : Les lampes tempêtes

Source : A. Y. Hamien, 2025, p. 111.

Bocanda connaît une transformation progressive avec l'installation de nouveaux services administratifs et économiques durant la période coloniale. En 1955, l'ouverture de la poste facilite les échanges de correspondances et les transferts d'argent à l'intérieur du cercle et de la colonie sans déplacement physique des populations. En 1959, une brigade de gendarmerie est implantée afin d'assurer la sécurité des habitants (A. K. Koffi, 2020, p. 124). Le développement du transport routier favorise également la construction de stations énergétiques et l'installation d'établissements bancaires destinés à soutenir les planteurs dans l'épargne et le financement des plantations. Parmi ces institutions figurent la BNDA, la BIAO et la SGBCI (Abidjan.net, consulté le 10/09/2024). Ces nouvelles infrastructures contribuent à faire de Bocanda une localité attractive. Le mode de vie des Baoulé Agba évolue profondément au contact de la civilisation européenne. Les revenus du café et du cacao favorisent l'adoption de nouvelles habitudes alimentaires, vestimentaires et culturelles. Les populations consomment désormais le pain, les conserves, les cubes d'assaisonnement, ainsi que diverses boissons européennes comme le vin, le rhum, le Gin, la bière et le whisky (A. Y. Hamien, 2025, p. 117). Les vêtements manufacturés, les radios, réfrigérateurs, télévisions, vélos, motos et voitures transforment progressivement le quotidien des habitants, illustrant l'impact de la colonisation sur les modes de vie et la mobilité des populations.

[11] Enquête réalisée auprès de Kouassi Brou Bernadin le 29/03/2023 à Bocanda à son domicile.

Photo 6 : Une voiture de l'époque coloniale à Bocanda

Cliché : Hamien Yao Alain, 2023.

Avec l'entré et le développement du café et cacao, la rencontre se situe pendant la traite de ces produits de rente en décembre avec les différentes activités qui se pratiquaient pendant l'*ananya*. Par ailleurs, la colonisation a fait reculer certaines pratiques dans la localité de Bocanda. Pendant que, le christianisme récriminait contre la polygamie, le mode de vie européen prend place avec le mariage civil sous le régime de la monogamie. Avec ce mariage, le Baoulé de Bocanda ne peut avoir plus d'une femme. Cette union est scellée par l'échange de bagues que les mariés se passent au doigt. Certaines cérémonies culturelles comme les danses et l'*atonvlè* sont moins ou ne sont plus pratiquées par les femmes. Cette pratique ancestrale englobe, en effet, des valeurs que les femmes transmettent par une cérémonie de purification à une jeune fille qui perçoit ses premières règles. Elle recevait des conseils et des consignes pour une insertion familiale harmonieuse et une procréation stable. Avec la colonisation et ses corolaires, cette pratique tire sa référence dans le calendrier des us et coutumes du Baoulé Agba de Bocanda. Sa pratique est moins et souvent qualifiée d'un acte d'apostasie pour les nouveaux maîtres notamment le colonisateur.

Conclusion

L'étude des transformations socio-économiques de Bocanda entre 1893 et 1960 révèle une évolution profonde marquée par des changements importants et la continuité de certaines traditions. Avant la colonisation, la société repose sur une organisation structurée autour des chefs de famille. L'économie s'appuie principalement sur l'agriculture vivrière, l'orpaillage et le commerce local, assurant l'autonomie des populations et la stabilité communautaire. L'arrivée de l'administration coloniale française bouleverse cet équilibre. L'intégration des chefferies dans le système administratif colonial, l'instauration de nouveaux impôts et le travail forcé transforment les rapports sociaux et économiques. Les cultures de rente, notamment le café et le cacao, remplacent progressivement les

cultures vivrières, tandis que les infrastructures répondent principalement aux besoins de l'économie coloniale. À partir de 1945, de nouvelles évolutions apparaissent avec l'émergence d'une élite locale formée par les écoles coloniales et les missions religieuses. Cette catégorie sociale participe progressivement à la vie politique, économique et sociale de Bocanda. Parallèlement, l'économie se modernise grâce à l'ouverture des marchés et à l'introduction de nouvelles techniques de production. Malgré ces mutations, les populations préservent leur patrimoine culturel en adaptant leurs traditions aux nouvelles réalités. Ainsi, Bocanda entre 1893 et 1960 connaît une transition profonde qui prépare l'émergence d'acteurs locaux engagés dans les aspirations d'autonomie et de développement.

Sources et références bibliographiques

1. Sources

a. Sources orales

N°	Nom et prénoms	Statut social, profession et âge	Date et lieu	Thèmes abordés
1	BOSSOU Kouassi	Chef de village, père de famille, 86 ans	31/03/2023 à Fondi 2	Le commerce précolonial ; Les mutations culturelles
2	DJENIFIEE Bi-Tra	Chef de famille et commerçant, 67 ans	30/03/2023 à domicile	Causes de la présence des étrangers dans la région ; Impact du café-cacao dans la localité
3	KOUAME Kouassi Anderson	Chef de famille et planteur, 57 ans	30/03/2023 à domicile	Les mutations culturelles ; Les infrastructures sanitaires
4	KOUASSI Brou Bernadin	Notable et planteur, 62 ans	29/03/2023 à domicile	Les infrastructures ; Les transformations sociales
5	KRA Boussou	Mère de famille et ménagère, 72 ans	01/04/2023 à Fondi 1	L'économie précoloniale ; Impact de la colonisation

b. Sources d'archives et imprimées

ANCI 1 EE 139 (8), rapport politique du cercle du N'Zi-Comoé a/s situation sanitaire, pour le troisième trimestre 1922

Les Archives de l'Inspection Primaire et Préscolaire de Bocanda

Les Archives de l'école primaire EPP Henri Konan Bédié 1 de Bocanda

Abidjan.net, *Développement local-Bocanda abandonné à lui-même*, publié le vendredi 30 janvier 2019, consulté le 10/09/2024

FERRY Jules, 28 juillet 1885, « Les fondements de la politique coloniale » : http://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-I-assemblee/histoire/grands-

discours parlementaires/jules-ferry-28-juillet-1885, consulté le 15 octobre 2024

https://www.youtube.com/watch?v=ixNYQ9KucyI consulté le 11/05/2026

2. Références bibliographiques

ALLOU Kouamé René, 2000, *Histoire des peuples de civilisation Akan. Des origines à 1874*, Thèse d'État, Département d'histoire, Université de Cocody, Abidjan, 1515 p.

BENVENISTE Corinne, 1974, *La boucle du cacao : étude régionale des circuits du transport*, Paris, ORSTOM, 223 p.

BROU N'Goran Alphonse, 2018, *La contribution des capitales au développement socio-économique de la Côte d'Ivoire : cas de Grand-Bassam, Bingerville et Abidjan de 1893 à 1983*, Thèse unique de Doctorat d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Bouaké, 469 p.

GRUPP E. Richard, 1983, « Transposition en Afrique Noire de méthodes commerciales modernes: l'entreprise succursaliste 'Chaine Avion' en Côte d'Ivoire », *Actes du Colloque Entreprises et Entrepreneurs en Afrique (XIXe et XXe siècles)*, tome 2, p. 353-367.

HAMIEN Yao Alain, 2025, *La caféiculture dans le développement socio-économique du pays Agba de 1924 à 1975*, Mémoire d'histoire de Master, Université Alassane Ouattara, 208 p.

KANGA Koffi Fulgence, 2021, *Histoire de regroupement de villages en pays Agba : le cas de Kouassi-Kouassikro de 1912 à 1985*, Mémoire d'histoire de Master, Université Alassane Ouattara, 143 p.

KI-ZERBO Joseph, 2003, *À quand l'Afrique ?* Édition Eburnie, 239 p.

KOUADIO N'Guessan, 2005, *Sociétés traditionnelles et échanges commerciaux en Côte d'Ivoire précoloniale*. Abidjan : Éditions CERAP, 180 p.

KOUAKOU N'Guessan Ezekiel, 2025, *Les transformations socio-économiques en pays baoulé Agba : cas du département de Kouassi-Kouassikro 1911-1985,* Mémoire de Master d'histoire, Université Alassane Ouattara, 145 p.

MEILLASSOUX Claude, 1999, *Anthropologie économique des Gouro de Côte d'Ivoire: De l'économie de subsistance à l'agriculture commerciale*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 382 p.

TERRAY Emmanuel, 1979, *Le marxisme devant les sociétés primitives, deux études*, Paris, François Maspero, 320 p.